



30 juillet 2015

Rapport financier semestriel juin 2015

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Sommaire

Chapitre 1 - Personne responsable

Responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable

Chapitre II - Les comptes semestriels

Rapport semestriel d'activité

Comptes consolidés « condensés »

Chapitre III – Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Chapitre IV – Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Responsables de l'information

Responsable du rapport financier semestriel

M. Alain Fradin, Directeur général

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2015



Alain Fradin
Directeur général

Rapport semestriel d'activité juin 2015

PREMIER SEMESTRE 2015

Si la reprise américaine a mis du temps à se matérialiser après un premier trimestre décevant, elle se confirme progressivement avec l'accélération de la consommation des ménages. En zone euro, elle se renforce également, et l'accélération des prix a entraîné la dissipation des craintes d'une entrée en déflation, qui a entraîné un fort mouvement de hausse sur les taux souverains. Mais le climat des affaires est perturbé par les négociations entre la Troïka et la Grèce, dont l'avenir financier est toujours très incertain.

En zone euro, les indicateurs d'activité valident une dynamique encourageante qui s'amplifie, alimentée par la consommation privée qui a bénéficié du recul des coûts énergétiques lié à la chute rapide des cours du baril de pétrole. L'économie profite également de conditions monétaires extrêmement favorables. La BCE a en effet choisi de frapper fort, avec le lancement le 22 janvier d'un *Quantitative easing* de grande envergure. Elle prévoit d'acquiescer des obligations souveraines et dettes d'agences européennes à hauteur de 60 milliards d'euros par mois. Cette décision vise à garantir des coûts de financement faibles et un niveau de liquidité important, mais aussi à alimenter la dépréciation de la monnaie unique, afin de favoriser les exportations européennes. L'économie de l'Union Monétaire a progressé de 0,4% au premier trimestre 2015, présentant une tendance positive pour l'ensemble des pays de la zone (à l'exception notable de la Grèce). Les indices avancés sont par ailleurs bien orientés, indiquant que le soufflé ne devrait pas retomber.

Ce contexte favorable a notamment bénéficié à la France, qui a enregistré une croissance soutenue au premier trimestre (+0,6% comparé au trimestre précédent). Cette bonne dynamique a permis à Bercy de crédibiliser son plan budgétaire, qui repose sur des hypothèses finalement assez conservatrices. Malgré l'embellie conjoncturelle, le gouvernement est en effet resté prudent afin de conserver des marges de manœuvre. La trajectoire de déficit proposée (retour à 2,7% du PIB en 2017) a été validée par la Commission européenne, qui souligne toutefois la nécessité d'accélérer les réformes structurelles.

L'amélioration des perspectives, parallèlement à la remontée du taux d'inflation du fait de la dissipation de l'effet « pétrole », a nettement affaibli la probabilité d'une entrée en spirale déflationniste en zone euro. Ceci, combiné au ton ferme adopté par Mario Draghi, qui assure que la BCE restera présente durablement mais qu'elle s'accommode de la volatilité des marchés financiers, a entraîné un mouvement brutal de hausse sur les taux souverains européens depuis fin avril. L'économie européenne semble néanmoins suffisamment robuste pour absorber ce renchérissement des financements, et les inquiétudes sur ce point restent modérées.

La dépréciation de l'euro lié à l'action de la BCE a entraîné une pression de plus en plus forte sur le franc suisse. Face à celle-ci, la Banque nationale suisse a décidé en janvier d'abandonner de manière inattendue son seuil plancher sur la parité avec l'euro, qui exigeait des opérations de change d'une ampleur trop importante pour être soutenables. Ceci s'est soldé par un mouvement brutal d'appréciation de la devise helvète, qui s'est stabilisée par la suite.

Les tendances de fond sur l'environnement économique ont été occultées en fin de semestre par une série de rebondissements autour du cas grec. Après avoir voulu jouer l'apaisement, le gouvernement du pays est finalement entré en confrontation avec ses créanciers internationaux, qui exigent des efforts structurels en échange de nouveaux financements. L'envenimement de la situation a conduit à la fermeture des banques hellènes, et l'organisation d'un appel à l'avis de la population dans le cadre d'un referendum. En remettant en question le projet européen et brouillant la visibilité sur l'issue des discussions, ces éléments pèsent sur la confiance des agents économiques européens.

Aux Etats-Unis, la lenteur de la reprise après un premier trimestre décevant a alimenté les doutes sur la vigueur de la croissance du pays. Mais les signes d'une accélération se multiplient, en particulier sur la consommation privée et le secteur de la construction. La banque centrale du pays a cependant choisi de rester prudente, en rappelant que son action était conditionnée à l'évolution de l'activité et du marché du travail.

Le différentiel de perception sur l'amélioration de l'économie de part et d'autre de l'Atlantique a entraîné un arrêt de la dépréciation de l'euro contre le dollar en milieu de semestre, et même une légère remontée du taux de change depuis mars, malgré les inquiétudes sur la Grèce.

Au Japon, après un bénéfice du doute accordé au gouvernement de Shinzo Abe en début d'année, les signaux se sont avérés plus mitigés au 2e trimestre. Après la dissipation de l'effet « TVA » en avril qui avait soutenu l'inflation durant une année, la tendance de fond s'avère décevante, et remet sur le devant de la scène le risque de contraction des prix.

Dans les pays émergents, l'élément central tient au renforcement des mesures ciblées de soutien monétaire et budgétaires en Chine, où le gouvernement est confronté au ralentissement continu de la production. Pékin souhaite en effet crédibiliser son objectif d'expansion, fixé à 7% cette année. Il ne semble toutefois toujours pas prêt à enclencher un stimulus de grande ampleur, qui pourrait remettre en cause les efforts de réformes structurelles déjà entrepris.

Au Brésil, la croissance s'effondre, en conséquence notamment d'une perte de confiance dans la classe dirigeante, et de la faible visibilité induite sur l'avenir de la politique économique dans le pays. La Russie reste quant à elle convalescente après la forte chute des prix de l'or noir qui a plombé son tissu économique et grevé ses revenus budgétaires.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

Analyse du bilan consolidé

Les principales évolutions du bilan consolidé sont les suivantes :

- Les crédits nets à la clientèle¹ s'élèvent au 30 juin 2015 à 150,8 milliards d'euros, en hausse de 7,8 % par rapport au 30 juin 2014 dont 34% provient du reclassement des pensions antérieurement classées en juste valeur sur option. Hors ce reclassement, la croissance des crédits nets s'élève à 5,2% avec notamment une augmentation des crédits de trésorerie de 16,1% à 22,3 milliards d'euros, des crédits d'équipement de 5,8% à 30,3 milliards d'euros et des crédits à l'habitat de 2,5% à 66,6 milliards d'euros.
- Les dépôts de la clientèle¹ s'établissent à 127,6 milliards d'euros et enregistrent une progression significative de 9,9% par rapport au 30 juin 2014 portée essentiellement par les comptes courants dont les encours progressent de 23,3%.

Le ratio « crédits/dépôts », rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits nets et les dépôts bancaires, poursuit son amélioration. Il s'élève à 118,2% au 30 juin 2015 contre 120,5% un an plus tôt.

L'épargne financière gérée et conservée atteint 255,8 milliards d'euros (+8,6% par rapport au 30 juin 2014).

Les capitaux propres, gages de solidité financière, s'élèvent à 12,6 milliards d'euros.

Le ratio de fonds propres CET1 estimé au 30 juin 2015, s'élève à 11,4%. Les fonds propres prudentiels CET1 (« common equity tier1 » ou fonds propres de catégorie 1 du numérateur, à 11,2 milliards d'euros. Ces calculs sont sans mesures transitoires.

Le 30 juin 2015, l'agence de notation Moody's a amélioré la note long terme du CIC en la passant de Aa3 avec perspective négative à Aa2 avec perspective négative. Les autres notations sont restées inchangées : A avec perspective négative par Standard & Poor's, et A+ avec perspective stable par Fitch Ratings.

¹ Y compris effet de change, plus particulièrement sur le dollar US et le franc suisse.

Analyse du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	2 542	2 304	10,3%	4 410
Frais de fonctionnement	(1 603)	(1 526)	5,0%	(2 911)
Résultat brut d'exploitation	939	778	20,7%	1 499
Résultat avant impôt	924	822	12,4%	1 482
Impôt sur les sociétés	(284)	(128)	121,9%	(358)
Résultat net d'impôt sur activités cédées*	(24)		NA	
Résultat net comptable	616	694	-11,2%	1 124
Résultat net part du groupe	612	691	-11,4%	1 116

*Depuis le 1er janvier 2015, la Banque Pasche est traitée selon la norme IFRS 5 en tant qu'entité en cours de cession.

Le produit net bancaire progresse de +10,3% à 2 542 millions d'euros. Le PNB de la banque de détail représente 70% du PNB total.

Les frais de fonctionnement progressent de 5,0% à 1 603 millions d'euros avec notamment un alourdissement des taxes qui s'explique par:

- Le provisionnement de la cotisation au Fonds européen de résolution unique pour 51,9 millions d'euros qui n'est pas compensé par la diminution de la taxe systémique de 19,3 millions d'euros),
- l'application de la réglementation IFRIC 21 imposant la comptabilisation à 100% de certaines taxes dès leur exigibilité.

Après retraitement de ces éléments, la progression des frais de fonctionnement est ramenée à 1,9%.

Malgré l'alourdissement des frais de fonctionnement, le résultat brut d'exploitation s'améliore de 20,7%, tout comme le coefficient d'exploitation qui passe en un an de 66,2% à 63,1%.

Le coût du risque passe de 79 millions d'euros à 86 millions d'euros à la fin du 1^{er} semestre 2015 sous l'effet d'une baisse du coût du risque avéré de 18 millions d'euros qui compense en grande partie un écart défavorable sur les provisions collectives de 25 millions d'euros.

Le coût du risque annualisé de la clientèle rapporté aux encours de crédits bruts s'élève à 0,12 % (0,18% au 30 juin 2014) et le ratio de couverture globale des créances douteuses atteint 48,9% contre 50,2% un an avant.

La quote-part des résultats mis en équivalence atteint 69 millions d'euros contre 123 millions d'euros un an plus tôt. Cette variation résulte pour l'essentiel de la cession des titres en 2014 de Banca Popolare di Milano (BPM), dont le CIC détenait 6,6% du capital.

Malgré un résultat avant impôt en progression de 12,4% (924 millions d'euros contre 822 millions d'euros au 30 juin 2014), le résultat net comptable affiche une baisse de 11,2% avec un impôt sur les bénéfices qui passe de 128 millions à 284 millions d'euros. Au 30 juin 2014 des événements exceptionnels (cession des titres de Banca Popolare di Milano et reprise de provision sur impôt différés actifs concernant la succursale de New-York) avaient minoré l'impôt sur les bénéfices de près de 76 millions d'euros. Le résultat net sur les activités en cours de cession (Banque Pasche) de -24 millions d'euros pèse également sur le résultat net comptable à fin juin 2015.

ANALYSE PAR ACTIVITE

Description des pôles d'activité

La banque de détail regroupe d'une part, le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et d'autre part, les métiers spécialisés dont la commercialisation des produits est assurée en grande partie par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, mobilisation de créances, gestion collective, épargne salariale, assurance, immobilier.

La banque de financement regroupe le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères.

Les activités de marché comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et change (ITAC), ainsi que l'intermédiation boursière.

La banque privée développe un savoir-faire en matière de gestion financière et d'organisation patrimoniale, mis au service de familles d'entrepreneurs et d'investisseurs privés tant en France qu'à l'étranger.

Le capital-développement réunit les activités de prises de participations, de conseils en fusions-acquisitions et d'ingénierie financière et boursière.

La holding inclut tous les éléments non affectés à une autre activité.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC qui bénéficie d'une répartition analytique de ses comptes individuels.

RESULTATS PAR ACTIVITE

Remarque: Les encours par métiers sont des encours fin de mois.

Banque de détail

(en millions d'euros)	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	1 774	1 678	5,7%	3 327
Frais de fonctionnement	(1 212)	(1 150)	5,4%	(2 194)
Résultat brut d'exploitation	562	528	6,4%	1 133
Résultat avant impôt	553	457	21,0%	1 020
Résultat net part du groupe	346	312	10,9%	688

La banque de détail réunit le réseau bancaire CIC et toutes les filiales spécialisées pour lesquelles le réseau assure en grande partie la commercialisation des produits : crédit-bail mobilier et location avec option d'achat, crédit-bail immobilier, affacturage, mobilisation de créances, gestion collective, épargne salariale, assurances.

En un an, les dépôts s'accroissent de 7,2% à 93,0 milliards d'euros grâce à l'augmentation des comptes courants créditeurs (+21,2% à 34,4 milliards d'euros) et de l'épargne logement (+15,9% à 8,6 milliards).

Les encours de crédit s'accroissent également, mais à un rythme moins soutenu de 2,2%. Ils s'établissent à 121,9 milliards d'euros avec une progression des crédits habitat de 1,2% et des crédits d'investissement de 3,4%.

Le PNB de la banque de détail atteint 1 774 millions d'euros, en hausse de 5,7%. Les commissions nettes perçues progressent de 6,6% et la marge d'intérêt nette de 3,0%.

Les frais généraux à 1 212 millions d'euros connaissent une augmentation de 5,4%. Cette hausse s'explique pour plus de la moitié par l'évolution des taxes, le Fonds européen de résolution unique et la taxe systémique représentant à eux seuls une charge de 55 millions d'euros contre 21 millions au 30 juin 2014.

Le coût du risque baisse significativement (- 37%) à 79 millions d'euros contre 126 millions pour les six premiers mois de 2014.

Cette baisse conjuguée à une progression du résultat des entités mises en équivalence de 15 millions d'euros compense la progression des frais généraux.

Il en ressort un résultat avant impôt de 553 millions d'euros contre 457 millions un an plus tôt, soit une progression de 21%.

Le réseau bancaire

Au 30 juin 2015, le réseau bancaire compte 2 040 agences et 4 841 484 clients (+2,4% par rapport au 30 juin 2014).

Les encours des crédits augmentent de 1,7% à 107,3 milliards. A l'exception des crédits de fonctionnement et autres en recul de 5,0%, l'ensemble des crédits progressent, en particulier les crédits d'investissement (+3,4%). Les crédits à l'habitat augmentent de 1,2%, ce qui confirme la bonne résistance du CIC face à la vague de rachats et renégociations de crédits.

Au cours du 1^{er} semestre 2015, le montant des crédits débloqués s'élève à 14,7 milliards d'euros (+31,6% par rapport au 1^{er} semestre 2014).

Les dépôts atteignent 93,0 milliards d'euros (+7,2% par rapport à fin juin 2014) sous l'effet d'un accroissement des comptes courants créditeurs (+21,2%) et des encours d'épargne logement (+15,9%).

L'épargne gérée et conservée atteint 58,0 milliards d'euros contre 56,5 milliards à fin juin 2014 (+2,7%) grâce à l'assurance-vie dont les encours progressent de 5,1%.

L'assurance poursuit son développement. Le nombre de contrats IARD s'élève à 4 279 663² (+ 4,3 % du portefeuille contrats hors assurances cartes).

Les activités de services enregistrent une progression de :

- + 7,4 % en banque à distance avec 1 888 910 contrats,
- +10,1% en téléphonie (406 320 contrats),
- + 4,8 % en protection vol (86 545 contrats),
- + 5,2 % en TPE (124 584 contrats).

Le PNB du réseau atteint 1 671 millions d'euros contre 1 579 millions un an plus tôt avec notamment une progression des commissions nettes de 6,8%. Les commissions sur crédits

² Depuis le 1er janvier 2015, le nombre de contrats d'assurance IARD inclut les assurances cartes. Le nombre de contrats à fin juin 2014 n'a pas été retraité.

contribuent pour 63% à cette augmentation et les commissions d'assurance pour 21%. La marge nette d'intérêt croît de 2,7%.

Les frais généraux s'élèvent à 1 141 millions d'euros (+5,2%).

Le coût du risque à 77 millions d'euros diminue de 37,4% principalement grâce à une baisse de 37 millions d'euros du coût du risque avéré.

Le résultat avant impôt du réseau bancaire ressort à 453 millions d'euros contre 371 millions un an plus tôt (+22,1%).

Les métiers d'appui de la banque de détail

Ils dégagent un PNB de 103 millions d'euros à fin juin 2015 contre 99 millions à fin juin 2014 et un résultat avant impôt de 100 millions dont la progression de 16,3% est due pour près de 60% à l'évolution de la quote-part de résultat du métier assurances du groupe CM11.

Banque de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	186	155	20,0%	328
Frais de fonctionnement	(54)	(45)	20,0%	(89)
Résultat brut d'exploitation	132	110	20,0%	239
Résultat avant impôt	118	107	10,3%	190
Résultat net part du groupe	76	73	4,1%	133

L'encours de crédits de la banque de financement s'accroît de 12,6% à 14,5 milliards d'euros. Le PNB à 186 millions d'euros bénéficie de l'amélioration du produit net d'intérêt et des autres éléments de PNB avec un effet de change positif au niveau des succursales étrangères.

Les frais généraux enregistrent une progression similaire à celle du PNB. A l'impact des nouvelles réglementations sur les taxes, vient s'ajouter l'effet de change négatif sur les frais de fonctionnement.

Le coût du risque s'élève à 14 millions d'euros, avec l'incidence des provisions collectives en hausse (modification des règles de provisionnement sur les LBO), contre 3 millions au 30 juin 2014.

Le résultat avant impôt s'améliore de 10%.

Activités de marché

(en millions d'euros)	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	262	211	24,2%	304
Frais de fonctionnement	(95)	(89)	6,7%	(175)
Résultat brut d'exploitation	167	122	36,9%	129
Résultat avant impôt	170	168	1,2%	208
Résultat net part du groupe	103	130	-20,8%	157

Les activités de marché réalisent un PNB de 262 millions d'euros (211 millions au 30 juin 2014).

Le coût du risque affiche une reprise de provision de 3 millions d'euros contre une reprise de 46 millions au 30 juin 2014 sur le portefeuille RMBS à New-York.

Le résultat avant impôt passe de 168 millions d'euros au 30 juin 2014 à 170 millions d'euros au 30 juin 2015.

Banque privée

(en millions d'euros)	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	266	235	13,2%	458
Frais de fonctionnement	(178)	(176)	1,1%	(338)
Résultat brut d'exploitation	88	59	49,2%	120
Résultat avant impôt	92	62	48,4%	119
Résultat net part du groupe	45	45	0,0%	88

L'encours des dépôts⁽⁴⁾ de la banque privée progresse de 9,4% à 18,8 milliards d'euros ; celui des crédits⁽⁴⁾ atteint 11,1 milliards d'euros (+19,8%). L'épargne gérée⁽⁴⁾ et conservée s'élève à 85,7 milliards d'euros (+9,8%).

Le PNB est en progression à 266 millions d'euros contre 235 millions d'euros au 30 juin 2014 notamment grâce aux commissions nettes perçues qui augmentent de 21 millions d'euros.

Les frais généraux progressent de 1,1%.

Le coût du risque déjà négatif (-3 millions d'euros au 30 juin 2014) reste négatif de 4 millions d'euros au 30 juin 2015.

Le résultat avant impôt ressort à 92 millions (62 millions d'euros au 30 juin 2014), en hausse de 48,4% avant prise en compte du résultat net d'impôt de la Banque Pasche, en cours de cession, de -24 millions d'euros.

⁴ Encours fin de mois.

Capital-développement

(en millions d'euros)	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	118	106	11,3%	149
Frais de fonctionnement	(20)	(18)	11,1%	(38)
Résultat brut d'exploitation	98	88	11,4%	111
Résultat avant impôt	98	88	11,4%	111
Résultat net part du groupe	98	88	11,4%	110

Les encours investis s'élèvent à 1,8 milliard d'euros dont 114 millions au 1er semestre 2015.

Le portefeuille est composé de 452 participations.

Le PNB passe de 106 millions au 30 juin 2014 à 118 millions d'euros au 30 juin 2015 et le résultat avant impôt de 88 millions à 98 millions d'euros.

Holding

(en millions d'euros)	juin-15	juin-14	Variation 1S15/1S14	déc-14
Produit net bancaire	(64)	(81)	-21,0%	(156)
Frais de fonctionnement	(44)	(48)	-8,3%	(77)
Résultat brut d'exploitation	(108)	(129)	-16,3%	(233)
Résultat avant impôt	(107)	(60)	78,3%	(166)
Résultat net part du groupe	(56)	43	NA	(60)

Le PNB du holding du groupe enregistre principalement au premier semestre 2015 :

- Une charge de 33 millions d'euros au titre du financement du fonds de roulement et du coût des titres subordonnés en baisse de 10 millions d'euros par rapport à juin 2014,
- Une charge de 34 millions de financement du plan de développement du réseau contre 39 millions d'euros au 30 juin 2014,
- des dividendes pour 2 millions (4 millions un an plus tôt).

Les frais généraux s'établissent à 44 millions d'euros contre 48 millions d'euros à fin juin 2014.

Le résultat brut d'exploitation s'améliore de 21 millions d'euros à -108 millions d'euros contre -129 millions d'euros à la fin du 1^{er} semestre 2014.

Au 30 juin 2014, la quote-part des résultats mis en équivalence atteignait 68 millions d'euros résultant pour l'essentiel de la cession des titres de Banca Popolare di Milano (BPM), dont le CIC détenait 6,6% du capital.

Cette cession a impacté l'impôt sur les sociétés au 30 juin 2014, ce qui explique en grande partie la variation du résultat net part du groupe qui passe de +43 millions d'euros au 30 juin 2014 à -56 millions d'euros au 30 juin 2015.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2015. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 13 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS est disponible sur le site de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014 présentés dans le document de référence 2014.

Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Nouvelles normes et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
IFRIC 21 – Taxes	01/01/2014	17/06/2014
Améliorations annuelles des IFRS (2011-2013)		
IFRS 3 Exclusion du champ d'application des partenariats	01/07/2014	01/01/2015
IFRS 13 champ d'application du paragraphe 52 (exception « portefeuille »)	01/07/2014	01/01/2015
IAS 40 clarification de la relation entre IFRS 3 et IAS 30 pour le classement d'un immeuble en immeuble de placement ou un bien immobilier occupé par son propriétaire	01/07/2014	01/01/2015

L'application d'IFRIC 21 est rétrospective. Elle a pour effet d'augmenter les frais généraux de 12 M€ au 30 juin 2015. De même, l'application d'IFRIC 21 sur le premier semestre 2014 aurait eu pour effet d'augmenter les frais généraux de 12 millions d'euros. Hormis IFRIC 21, ces normes n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

Autres normes et amendements publiés au 30 juin 2015

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
IFRS 9 – Financial Instruments	01/01/2018	Endossement attendu H2 2015
Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel (Amendements à IAS19)	01/07/2014	01/02/2015
Améliorations annuelles des IFRS (2010-2012)		
IFRS 2- définition des conditions d'acquisition de droits	Application aux plans dont la date d'attribution est postérieure au 1/07/2014	01/02/2015
IFRS 3- Comptabilisation de la contrepartie éventuelle dans un regroupement d'entreprises	Application aux regroupements d'entreprises postérieurs au 1/07/2014	01/02/2015
IFRS 8 Regroupement de secteurs opérationnels	01/07/2014	01/02/2015
IFRS 8 Rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et les actifs de l'entité	01/07/2014	01/02/2015
IFRS 13 short term receivables and payables	n/a	
IAS 16 modèle de la réévaluation – ajustement proportionnel du cumul des amortissements	01/07/2014	01/02/2015
IAS 24 Principaux dirigeants	01/07/2014	01/02/2015
IAS 38 modèle de la réévaluation – ajustement proportionnel du cumul des amortissements	01/07/2014	01/02/2015
Amendments to IFRS 11: Accounting for acquisition of interests in Joint Operations	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
Amendments to IAS 16 and IAS 38: Clarification of acceptable methods of depreciation and amortization	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
IFRS 15 Revenue from contracts with customers	01/01/2017	Endossement attendu Q4 2015
Agriculture: bearer plants	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
Amendments to IFRS10 and IAS28: Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture	01/01/2016 Amendement attendu	Suspendu en attente projet d'amendement IASB
Annual Improvements to IFRS (2012-2014)	Application aux regroupements d'entreprises postérieurs au 1/07/2014	Endossement attendu Q4 2015
IFRS 5 Non-Current Assets Held for Sale and Discontinued Operations	Changements survenus sur périodes annuelles ouvertes après le 01/01/2016	
IFRS 7 Financial Instruments : Disclosures	01/01/2016	
IAS 19 Employee benefits	01/01/2016	
IAS 34 Interim Financial Reporting	01/01/2016	
Amendments to IAS 1 : Disclosure initiative	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 28 : Investment Entities - Applying the Consolidation Exception	01/01/2016	Endossement attendu Q1 2016

Evolution du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2015:

1. Changements de dénomination

- CM-CIC Capital Finance devient CM-CIC Investissement,
- CM-CIC Investissement devient CM-CIC Investissement SCR,
- CM-CIC Capital Innovation devient CM-CIC Innovation.

2. Fusion

- Absorption de Pasche Finance SA par Banque Pasche.

3. Changement de méthode de comptabilisation

- Depuis le 1er janvier 2015, la Banque Pasche est traitée selon la norme IFRS 5 en tant qu'entité en cours de cession.

PARTIES LIEES

Les informations sur les opérations entre parties liées qui ont eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours figurent en note 39 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2015.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2015

RISQUES

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le groupe par rapport aux facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite aux pages 71 à 84 dans le chapitre Eléments financiers du document de référence et rapport financier annuel 2014, à l'exception du risque de crédit et des risques souverains.

Risque de crédit

Conformément à la demande du superviseur et du régulateur de marché, il est présenté en note 10b de l'annexe aux comptes consolidés, les expositions sensibles basées sur les recommandations du Financial Stability Board.

Risques souverains

Le Groupe CIC communique en date du 30/06/2015 sur son site internet, les encours nets sur les dettes souveraines au 30 juin 2015. Ces encours et les informations détaillées figurent en note 7a de l'annexe aux comptes consolidés CIC.

INCERTITUDES

Au cours du second semestre, nous tablons sur une poursuite de l'amélioration de la dynamique de croissance dans les économies développées, parallèlement à une stabilisation dans le reste du monde. Plusieurs éléments pourraient compromettre ce scénario :

- l'absence d'accélération économique en zone euro, notamment si l'investissement ne redémarre pas ;

- l'envenimement de la situation en Grèce, avec le risque induit de contagion aux autres pays périphériques de la zone euro ;
- l'arrivée au pouvoir d'un parti de gauche radicale dans un grand pays de la zone euro (notamment en Espagne à l'issue des prochaines élections) qui remettrait en question les engagements de réformes et de rigueur budgétaire ;
- une déception sur la croissance américaine, et notamment sur la reprise de la consommation des ménages ;
- l'accord autour du dossier iranien, qui permet un retour de la production de pétrole du pays sur les marchés mondiaux, pouvant entraîner une chute marquée des prix pétroliers. Ceci impacterait les perspectives d'inflation et de façon induite de politique monétaire, et pourrait ralentir le cycle d'investissement aux Etats-Unis ;
- un regain de tensions géopolitiques notamment entre la Russie et l'Ukraine.

Comptes consolidés condensés

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 30 JUIN 2015**

GROUPE CIC

ETATS FINANCIERS

ACTIF DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2015	31 décembre 2014
Caisses, Banques centrales - Actif	4	18 793	19 226
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5	16 336	16 955
Instruments dérivés de couverture - Actif	6	827	869
Actifs financiers disponibles à la vente	7	11 968	11 017
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	37 398	34 538
Prêts et créances sur la clientèle	8	150 812	146 739
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	582	659
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10	59	57
Actifs d'impôts courants	11	321	431
Actifs d'impôts différés	12	439	451
Comptes de régularisation et actifs divers	13	11 546	11 409
Actifs non courants destinés à être cédés		157	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	14	1 599	1 611
Immeubles de placement	15	36	37
Immobilisations corporelles et location financement preneur	16	1 377	1 412
Immobilisations incorporelles	17	229	235
Ecarts d'acquisition	18	36	33
Total de l'actif		252 515	245 679

GROUPE CIC

PASSIF DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2015	31 décembre 2014
Banques centrales - Passif	19	0	59
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	20	7 257	11 190
Instruments dérivés de couverture - Passif	6	3 554	4 192
Dettes envers les établissements de crédit	19	70 813	69 733
Dettes envers la clientèle	21	127 571	121 889
Dettes représentées par un titre	22	20 805	18 270
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	(741)	(1 007)
Passifs d'impôts courants	11	291	214
Passifs d'impôts différés	12	270	275
Comptes de régularisation et passifs divers	23	8 089	6 615
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		184	0
Provisions	24	1 076	1 139
Dettes subordonnées	25	781	844
Capitaux propres		12 565	12 266
. Capitaux propres - Part du groupe		12 504	12 202
- Capital souscrit		608	608
- Primes d'émission		1 088	1 088
- Réserves consolidées		10 017	9 193
- Gains ou pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres	26a	179	197
- Résultat de l'exercice		612	1 116
. Capitaux propres - Intérêts minoritaires		61	64
Total du passif		252 515	245 679

GROUPE CIC

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits d'intérêts et assimilés	28	3 911	3 874
Charges d'intérêts et assimilés	28	-3 027	(2 578)
Commissions (produits)	29	1 199	1 116
Commissions (charges)	29	-251	(234)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	30	505	102
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	31	198	32
Produits des autres activités	32	63	56
Charges des autres activités	32	-56	(64)
Produit Net Bancaire		2 542	2 304
Charges de personnel	33a	(890)	(870)
Autres charges administratives	33c	(640)	(576)
Dotations aux amortissements	34	(73)	(80)
Résultat Brut d'Exploitation		939	778
Coût du risque	35	(86)	(79)
Résultat d'Exploitation		853	699
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	14	70	123
Gains ou pertes nets sur autres actifs	36	1	0
Résultat avant impôt		924	822
Impôt sur les bénéfices	37	(284)	(128)
Gains & pertes nets d'impôts / activités en cours de cession		(24)	0
Résultat net		616	694
Résultat net - Intérêts minoritaires		4	3
Résultat net - part du groupe		612	691
Résultat par action en euros	38	16,19	18,27
Résultat dilué par action en euros	38	16,19	18,27

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net	616	694
Ecart de conversion	69	10
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(57)	111
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	0	10
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence	(32)	70
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	(20)	201
Réévaluations des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	3	(6)
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	3	(6)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	598	889
Dont part du Groupe	594	886
Dont intérêts minoritaires	4	3

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

Groupe CIC
30 juin 2015

en millions d'euros	Capitaux propres, part du groupe									Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres consolidés	
	Capital	Primes	Elimination des titres auto-détenus	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat	Total			
					Ecarts de conversion	Actifs DALV (2)	Inst. de couverture					Ecarts actuariels
Solde au 01.01.2014	608	1 088	(55)	8 666	11	22	(11)	(44)	845	11 130	105	11 235
Affectation du résultat de l'exercice précédent				845					(845)	0		0
Distribution de dividendes				(265)						(265)	(7)	(272)
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle				(1)						(1)	(4)	(5)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	579	0	0	0	0	(845)	(266)	(11)	(277)
Résultat consolidé de la période									691	691	3	694
Variations des taux de conversion					9					9		9
Variations de juste valeur des actifs DALV (2)						183				183		183
Variations de juste valeur des instruments de couverture							11			11		11
Variations des écarts actuariels								(7)		(7)		(7)
Sous-total	0	0	0	0	9	183	11	(7)	691	887	3	890
Autres variations				(2)			(1)			(3)		(3)
Solde au 30.06.2014	608	1 088	(55)	9 243	20	205	(1)	(51)	691	11 748	97	11 845
Solde au 01.07.2014	608	1 088	(55)	9 243	20	205	(1)	(51)	691	11 748	97	11 845
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle										0	(1)	(1)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	(1)
Résultat consolidé de la période									425	425	5	430
Variations des taux de conversion					59					59	1	60
Variations de juste valeur des actifs DALV (2)						(14)				(14)		(14)
Variations des écarts actuariels								(17)		(17)		(17)
Sous-total	0	0	0	0	59	(14)	0	(17)	425	453	6	459
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires				4		(4)				0	(38)	(38)
Restructurations & cessions internes d'actifs				(1)						(1)		(1)
Autres variations				2	2	(2)				2		2
Solde au 31.12.2014	608	1 088	(55)	9 248	81	185	(1)	(68)	1 116	12 202	64	12 266
Impact de l'application de l'interprétation d'IFRIC 21				9						9		9
Solde au 01.01.2015	608	1 088	(55)	9 257	81	185	(1)	(68)	1 116	12 211	64	12 275
Affectation du résultat de l'exercice précédent				1 116					(1 116)	0		0
Distribution de dividendes				(302)						(302)	(7)	(309)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	814	0	0	0	0	(1 116)	(302)	(7)	(309)
Résultat consolidé de la période									612	612	4	616
Variations des taux de conversion					68					68		68
Variations de juste valeur des actifs DALV (2)						(89)				(89)		(89)
Variations des écarts actuariels								3		3		3
Sous-total	0	0	0	0	68	(89)	0	3	612	594	4	598
Autres variations				1	1	(1)				1		1
Solde au 30.06.2015	608	1 088	(55)	10 072	150	95	(1)	(65)	612	12 504	61	12 565

(1) Les réserves sont constituées, au 30 juin 2015, par la réserve légale pour 61 millions d'euros, la réserve spéciale des plus values à long terme pour 287 millions d'euros, le report à nouveau pour 4 637 millions d'euros, les autres réserves du CIC pour 320 millions d'euros et les réserves consolidées pour 4 767 millions d'euros.

(2) DALV : Disponible à la vente

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE	1er semestre 2015	1er semestre 2014
en millions d'euros		
Résultat net	616	694
Impôts	284	128
Résultat avant impôts	900	822
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	74	79
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		6
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-195	-82
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-70	-123
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-20	5
+/- (Produits)/charges des activités de financement		
+/- Autres mouvements	113	449
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-98	334
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	3 030	-1 465
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	2 058	-27
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-2 274	939
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 218	-97
- impôts versés	-112	-176
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	3 920	-826
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	4 722	330
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	36	22
+/- Flux liés aux immeubles de placement		-1
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-52	-56
Total flux net de trésorerie généré lié aux activités d'investissement (B)	-16	-35
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	-258	-221
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)	6	554
Total flux net de trésorerie généré lié aux opérations de financement (C)	-252	333
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	361	32
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	4 815	660
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	4 722	330
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-16	-35
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-252	333
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	361	32
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	28 119	19 532
Caisse, banques centrales (actif & passif)	19 167	10 006
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	8 952	9 526
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	32 934	20 192
Caisse, banques centrales (actif & passif)	18 793	13 994
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	14 141	6 198
Variation de la trésorerie nette	4 815	660

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend :

- les dividendes versés par le CIC à ses actionnaires pour un montant de (302) millions d'euros au titre de l'exercice 2014,
- les dividendes versés aux actionnaires minoritaires pour un montant de (7) millions d'euros,
- les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence pour un montant de 51 millions d'euros.

(2) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement concernent :

- les émissions et remboursements d'emprunts obligataires pour un montant net de 88 millions d'euros,
- les remboursements d'emprunts subordonnés arrivés à échéance pour (82) millions d'euros

NOTES DE L'ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

Les notes sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2015. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 13 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014 présentés dans le document de référence 2014.

Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Nouvelles normes et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
IFRIC 21 – Taxes	01/01/2014	17/06/2014
Améliorations annuelles des IFRS (2011-2013)		
IFRS 3 Exclusion du champ d'application des partenariats	01/07/2014	01/01/2015
IFRS 13 champ d'application du paragraphe 52 (exception « portefeuille »)	01/07/2014	01/01/2015
IAS 40 clarification de la relation entre IFRS 3 et IAS 30 pour le classement d'un immeuble en immeuble de placement ou un bien immobilier occupé par son propriétaire	01/07/2014	01/01/2015

L'application d'Ifric 21 est rétrospective. Elle a pour effet d'augmenter les frais généraux de 12 millions d'euros au 30 juin 2015.

De même, l'application d'Ifric 21 sur le premier semestre 2014 aurait eu pour effet d'augmenter les frais généraux de 12 millions d'euros.

Hormis Ifric 21, ces normes n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

Autres normes et amendements publiés au 30 juin 2015

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
IFRS 9 – Financial Instruments	01/01/2018	Endossement attendu H2 2015
Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel (Amendements à IAS19)	01/07/2014	01/02/2015
Améliorations annuelles des IFRS (2010-2012)		
IFRS 2- définition des conditions d'acquisition de droits	Application aux plans dont la date d'attribution est postérieure au 1/07/2014	01/02/2015
IFRS 3- Comptabilisation de la contrepartie éventuelle dans un regroupement d'entreprises	Application aux regroupements d'entreprises postérieurs au 1/07/2014	01/02/2015
IFRS 8 Regroupement de secteurs opérationnels	01/07/2014	01/02/2015
IFRS 8 Rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et les actifs de l'entité	01/07/2014	01/02/2015
IFRS 13 short term receivables and payables	n/a	
IAS 16 modèle de la réévaluation – ajustement proportionnel du cumul des amortissements	01/07/2014	01/02/2015
IAS 24 Principaux dirigeants	01/07/2014	01/02/2015
IAS 38 modèle de la réévaluation – ajustement proportionnel du cumul des amortissements	01/07/2014	01/02/2015
Amendments to IFRS 11: Accounting for acquisition of interests in Joint Operations	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
Amendments to IAS 16 and IAS 38: Clarification of acceptable methods of depreciation and amortization	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
IFRS 15 Revenue from contracts with customers	01/01/2017	Endossement attendu Q4 2015
Agriculture: bearer plants	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
Amendments to IFRS10 and IAS28: Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture	01/01/2016 Amendement attendu	Suspendu en attente projet d'amendement IASB
Annual Improvements to IFRS (2012-2014)	Application aux regroupements d'entreprises postérieurs au 1/07/2014	Endossement attendu Q4 2015

GROUPE CIC

IFRS 5 Non-Current Assets Held for Sale and Discontinued Operations	Changements survenus sur périodes annuelles ouvertes après le 01/01/2016	
IFRS 7 Financial Instruments : Disclosures	01/01/2016	
IAS 19 Employee benefits	01/01/2016	
IAS 34 Interim Financial Reporting	01/01/2016	
Amendments to IAS 1 : Disclosure initiative	01/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 28 : Investment Entities - Applying the Consolidation Exception	01/01/2016	Endossement attendu Q1 2016

NOTE 2a - Périmètre de consolidation

Changements de dénomination :

- CM-CIC Capital Finance devient CM-CIC Investissement
- CM-CIC Investissement devient CM-CIC Investissement SCR
- CM-CIC Capital Innovation devient CM-CIC Innovation

Fusion :

- Absorption de Pasche Finance SA par Banque Pasche

Sociétés	Devise	Pays	30.06.2015			31.12.2014			
			Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	
Société consolidante : Crédit Industriel et Commercial - CIC									
CIC Londres (succursale)	GBP	Royaume-Uni	100	100	IG	100	100	IG	
CIC New York (succursale)	USD	Etats-Unis	100	100	IG	100	100	IG	
CIC Singapour (succursale)	USD	Singapour	100	100	IG	100	100	IG	
A. Réseau bancaire									
<u>Banques régionales</u>									
CIC Est		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Nord Ouest		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Ouest		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Sud Ouest		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
B. Filiales du réseau bancaire									
CM-CIC Asset Management		France		24	24	ME	24	24	ME
CM-CIC Bail		France	(i)	99	99	IG	99	99	IG
CM-CIC Epargne salariale		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Factor		France	(i)	96	96	IG	96	96	IG
CM-CIC Lease		France		54	54	IG	54	54	IG
CM-CIC Leasing Benelux		Belgique		100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Leasing GMBH		Allemagne		100	99	IG	100	99	IG
C. Banque de financement et activité de marché									
Cigogne Management		Luxembourg		60	60	IG	60	60	IG
CMCIC Securities		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF		Luxembourg		100	100	IG	100	100	IG
Divhold		Luxembourg		100	100	IG	100	100	IG
D. Banque privée									
Banque CIC (Suisse)	CHF	Suisse		100	100	IG	100	100	IG
Banque de Luxembourg		Luxembourg		100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Londres	GBP	Royaume-Uni		100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Belgium		Belgique		100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Luxembourg		Luxembourg		100	100	IG	100	100	IG
Banque Transatlantique Singapour	SGD	Singapour		100	100	IG	100	100	IG
Dubly-Douilhet Gestion		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Transatlantique Gestion		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
<u>Groupe Banque Pasche</u>									
Banque Pasche	CHF	Suisse		100	100	IG	100	100	IG
Pasche Finance SA	CHF	Suisse				NC	100	100	IG
Serficom Brasil Gestao de Recu	BRL	Brésil		97	97	IG	97	97	IG
Serficom Family Office Brasil Ge	BRL	Brésil		100	100	IG	100	100	IG
Serficom Family Office SA	CHF	Suisse		100	100	IG	100	100	IG
Trinity SAM		Monaco		100	100	IG	100	100	IG
E. Capital Développement									
CM-CIC Capital et Participations		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Conseil		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Innovation		France		100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Investissement		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Investissement SCR		France		100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Proximité		France		100	100	IG	100	100	IG
Sudinnova		France		66	66	IG	66	66	IG
F. Structure et logistique									
Adepi		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Participations		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
Gesteurop		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
G - Sociétés d'assurance									
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)*		France		21	21	ME	21	21	ME

* Méthode : IG = intégration globale ; ME = mise en équivalence ; NC = non consolidée

** Sur la base des états financiers consolidés

(i) = sociétés membres du groupe fiscal constitué par le CIC

Information sur les implantations et activités dans les Etats ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 janvier 2014 : le Groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009.

NOTE 2b - Entités intégrées globalement ayant des intérêts minoritaires significatifs

30.06.2015	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives aux entités intégrées globalement *			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net	Montant dans les capitaux propres	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	OCI	PNB	Résultat net
CM-CIC Lease	46%	1	33	(2)	4 221	(0)	13	3
Cigogne Management	40%	3	8	(5)	41	0	11	8
Sudinova	34%	(1)	7	0	19	0	(3)	(3)
CM-CIC Factor	5%	(0)	6	0	4 735	(1)	36	0

* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques

31.12.2014	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives aux entités intégrées globalement *			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net	Montant dans les capitaux propres	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	OCI	PNB	Résultat net
CM-CIC Lease	46%	1	33	(2)	4 056	(0)	16	3
Cigogne Management	40%	6	7	(5)	48	0	20	14
Sudinova	34%	0	7	0	22	0	1	1
CM-CIC Factor	4%	0	6	(0)	4 664	(1)	73	5

* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques

NOTE 2c - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

En application d'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », est classée dans les rubriques *Actifs non courants destinés à être cédés*, *Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés* et *Gains & pertes nets d'impôts / activités en cours de cession*, l'activité de la Banque Pasche.

Au 31 décembre 2014, la contribution de la Banque Pasche au total du bilan du groupe CIC était de 304 millions d'euros.

Au 30 juin 2014, la contribution de la Banque Pasche au PNB et au résultat du groupe CIC était respectivement de 5 millions d'euros et de (11) millions d'euros.

NOTE 3 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Principes de répartition des activités

► La banque de détail regroupe a) le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et b) les métiers spécialisés dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective pour compte de tiers, épargne salariale, immobilier. L'activité d'assurance consolidée par mise en équivalence y est rattachée.

► La banque de financement et les activités de marché regroupent a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et b) les activités de marché qui comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et crédits (ITAC) ainsi que l'intermédiation boursière.

► La banque privée regroupe les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

► Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière sont composés d'entités dédiées. L'ensemble du portefeuille est valorisé en juste valeur par option.

► La holding rassemble les éléments non affectés à une autre activité.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC qui

Répartition du compte de résultat par activité

30.06.2015	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Banque privée	Capital développpt	Holding	Total
Produit net bancaire	1 774	448	266	118	(64)	2 542
Frais généraux	(1 212)	(149)	(178)	(20)	(44)	(1 603)
Résultat brut d'exploitation	562	299	88	98	(108)	939
Coût du risque	(79)	(11)	4			(86)
Gains sur autres actifs (1)	70				1	71
Résultat avant impôt	553	288	92	98	(107)	924
Impôts sur les bénéfices	(205)	(105)	(23)	(1)	50	(284)
Gains & pertes nets d'impôts / activités abandonnées			(24)			(24)
Résultat net	348	183	45	97	(57)	616

30.06.2014	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Banque privée	Capital développpt	Holding	Total
Produit net bancaire	1 678	366	235	106	(81)	2 304
Frais généraux	(1 150)	(134)	(176)	(18)	(48)	(1 526)
Résultat brut d'exploitation	528	232	59	88	(129)	778
Coût du risque	(126)	43	3		1	(79)
Gains sur autres actifs (1)	55				68	123
Résultat avant impôt	457	275	62	88	(60)	822
Impôts sur les bénéfices	(145)	(69)	(18)	1	103	(128)
Résultat net	312	206	44	89	43	694

(1) Y compris le résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

Répartition du compte de résultat par zone géographique

	30.06.2015				30.06.2014			
	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total
Produit net bancaire	2 180	242	120	2 542	1 988	214	102	2 304
Frais généraux	(1 417)	(136)	(50)	(1 603)	(1 346)	(142)	(38)	(1 526)
Résultat brut d'exploitation	763	106	70	939	643	72	63	778
Coût du risque	(77)	(1)	(8)	(86)	(146)	11	56	(79)
Gains sur autres actifs (2)	71	0	0	71	130	(7)	0	123
Résultat avant impôt	757	105	62	924	627	76	119	822
Impôts sur les bénéfices	(239)	(21)	(24)	(284)	(90)	(17)	(21)	(128)
Gains & pertes nets d'impôts / activités abandonn	0	(24)	0	(24)				
Résultat net	518	60	38	616	537	59	98	694

(1) USA et Singapour

(2) Y compris le résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales et prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2015	31.12.2014
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	18 483	18 831
dont réserves obligatoires	885	978
Caisse	310	395
Total	18 793	19 226
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	9 213	6 556
Prêts	18 216	17 133
Autres créances	298	539
Titres non cotés sur un marché actif	1 128	1 420
Pensions	8 502	8 833
Créances dépréciées sur base individuelle	0	3
Créances rattachées	41	57
Dépréciations	(0)	(3)
Total	37 398	34 538
dont prêts participatifs	164	164
dont prêts subordonnés	0	0

NOTE 5 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2015	31.12.2014
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	2 166	2 166
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	14 170	14 789
Total	16 336	16 955

NOTE 5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

	30.06.2015	31.12.2014
Titres		
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	78	83
- Non cotés	266	260
Actions et autres titres à revenu variable (1)		
- Cotés	208	180
- Non cotés	1 614	1 622
- Instruments dérivés de transaction	0	0
Autres actifs financiers		
- Pensions	0	21
- Autres prêts et comptes à terme	0	0
Total	2 166	2 166

(1) Les titres du métier de capital développement sont en juste valeur par résultat. Ils représentent la quasi-totalité de cette ligne

NOTE 5b - Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2015	31.12.2014
Titres		
Effets publics	1 354	2 668
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	7 345	6 676
- Non cotés	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
- Cotés	1 062	734
- Non cotés	0	0
Instruments dérivés de transaction	4 409	4 711
Total	14 170	14 789

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction correspondent à des actifs financiers détenus dans le cadre des activités de marché.

GROUPE CIC

NOTE 5c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2015			31.12.2014		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instruments de taux</i>						
- Swaps	105 145	2 964	3 085	123 427	3 297	3 667
- Autres contrats fermes	30 192	9	6	23 434	8	6
- Options et instruments conditionnels	27 691	62	50	18 954	48	40
<i>Instruments de change</i>						
- Swaps	75 967	49	65	67 178	58	49
- Autres contrats fermes	132	254	236	190	361	320
- Options et instruments conditionnels	27 777	224	223	20 679	96	97
<i>Autres que taux et change</i>						
- Swaps	14 472	117	159	14 029	106	157
- Autres contrats fermes	1 744	0	0	2 190	0	0
- Options et instruments conditionnels	21 689	730	798	17 102	737	739
Sous-total	304 809	4 409	4 622	287 183	4 711	5 075
Instruments dérivés de couverture						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
- Swaps	60 874	824	3 554	51 594	869	4 192
- Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
- Options et instruments conditionnels	1	3		1	0	
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
- Swaps	0	0	0	0	0	0
- Autres contrats fermes	0			0		
- Options et instruments conditionnels	0			0		
Sous-total	60 875	827	3 554	51 595	869	4 192
Total	365 684	5 236	8 176	338 778	5 580	9 267

La norme IFRS 13 traitant de l'évaluation de la juste valeur est entrée en application le 1er janvier 2013. Concernant les dérivés de gré à gré, elle modifie des modalités d'évaluation du risque de contrepartie inclus dans leur juste valeur par la prise en compte du « credit value adjustment (CVA) » et celle des « debt value adjustment (DVA) » – qui consiste à retenir le risque de crédit propre – et « funding value adjustment » (FVA) - qui correspond aux coûts ou bénéfices liés au financement de certains dérivés non couverts par un accord de compensation. Le CVA et le FVA s'élèvent respectivement au 30 juin 2015 à (40) millions d'euros et (18) millions d'euros contre (34) millions d'euros et (19) millions d'euros au 31 décembre 2014.

Le montant de DVA s'élève à 3 millions d'euros au 30 juin 2015 comme au 31 décembre 2014.

NOTE 5d - Hiérarchie de la juste valeur

	30.06.2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
<i>Disponible à la vente (DALV)</i>				
- Effets publics et valeurs assimilées	5 090	381	0	5 471
- Obligations et autres titres à revenu fixe	3 428	1 087	1 367	5 882
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable	27	2	139	168
- Participations et ATDLT	27	4	189	220
- Parts dans les entreprises liées	0	16	211	227
<i>Transaction / JVO</i>				
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 244	110	0	1 354
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	4 659	2 300	386	7 345
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	46	0	298	344
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	1 055	0	7	1 062
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	272	0	1 550	1 822
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	78	3 898	433	4 409
Instruments dérivés de couverture	0	792	35	827
Total	15 926	8 590	4 615	29 131
Passifs financiers				
<i>Transaction / JVO</i>				
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	92	0	92
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	77	0	77
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 445	4 140	503	7 088
Instruments dérivés de couverture	1	3 499	54	3 554
Total	2 446	7 808	557	10 811

GROUPE CIC

Les instruments du portefeuille de transaction classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité des titres jugés peu liquides et de dérivés.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

	31.12.2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponible à la vente (DALV)				
- Effets publics et valeurs assimilées	5 318	66	131	5 515
- Obligations et autres titres à revenu fixe	3 092	1 001	750	4 843
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable	61	2	127	190
- Participations et ATDLT	58	6	182	246
- Parts dans les entreprises liées	0	16	207	223
Transaction / JVO				
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	2 342	326	0	2 668
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	5 109	1 354	213	6 676
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	46	0	297	343
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	728	0	6	734
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	275	0	1 527	1 802
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	21	0	21
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	85	4 240	386	4 711
Instruments dérivés de couverture	0	789	80	869
Total	17 114	7 821	3 906	28 841
Passifs financiers				
Transaction / JVO				
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	2 424	0	2 424
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	101	0	101
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 463	4 747	455	8 665
Instruments dérivés de couverture	0	4 095	97	4 192
Total	3 463	11 367	552	15 382

NOTE 6 - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2015		31.12.2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
- Dont la variation de valeur est enregistrée en capitaux propres	0	0	0	0
- Dont la variation de valeur est enregistrée en résultat				
Couverture de juste valeur	827	3 554	869	4 192
Total	827	3 554	869	4 192

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

GROUPE CIC

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2015	31.12.2014
Effets publics	5 422	5 445
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	5 673	4 633
- Non cotés	193	195
Actions et autres titres à revenu variable		
- Cotés	94	80
- Non cotés	74	109
Titres immobilisés		
- Titres de participation		
Cotés	1	2
Non cotés	64	64
- Autres titres détenus à long terme		
Cotés	24	52
Non cotés	131	127
- Parts dans les entreprises liées		
Cotés	(0)	(0)
Non cotés	222	223
- Ecart de conversion	0	0
- Titres prêtés	0	1
Créances rattachées	70	86
Total	11 968	11 017
Dont plus/moins values latentes (nettes d'impôts) sur obligations et autres titres à revenu fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres	(163)	(142)
Dont plus/moins values latentes (nettes d'impôts) sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres	60	95
Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe	(21)	(48)
Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés	(36)	(47)

Dépréciation des actions :

Les actions ont fait l'objet d'une revue pour déceler des dépréciations. Celles-ci sont constatées pour les actions cotées en cas de baisse significative (dévalorisation d'au moins 50% par rapport à son coût d'acquisition) ou prolongée (36 mois) du cours en dessous de son prix de revient.

NOTE 7a - Expositions au risque souverain

Expositions souveraines

Encours nets comptables au 30 juin 2015 **	Portugal	Irlande	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	5		72	48
Actifs disponibles à la vente	50	85	59	807
Total	55	85	131	855
Durée résiduelle contractuelle				
<1 an			36	212
1 à 3 ans	50		71	267
3 à 5 ans		85		310
5 à 10 ans	1		13	54
Sup à 10 ans	4		11	12
Total	55	85	131	855

Encours nets comptables au 31 décembre 2014 **	Portugal	Irlande	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	39		139	73
Actifs disponibles à la vente	67	85	157	1 028
Total	106	85	296	1 101
Durée résiduelle contractuelle				
<1 an	7		38	351
1 à 3 ans	2		167	192
3 à 5 ans	50	85	17	389
5 à 10 ans	39		34	50
Sup à 10 ans	8		40	119
Total	106	85	296	1 101

* Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale.

** Encours nets de CDS acheteurs de protection

GROUPE CIC

NOTE 8 - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2015	31.12.2014
Créances saines		
- Créances commerciales	4 279	4 485
<i>Dont affacturage</i>	3 329	3 454
- Autres concours à la clientèle		
- Crédits à l'habitat	66 523	65 139
- Autres concours et créances diverses	60 778	57 192
- Pensions	6 265	6 991
Créances rattachées	261	261
Titres non cotés sur un marché actif	475	578
Créances dépréciées sur base individuelle	5 214	5 242
Dépréciations sur base individuelle	(2 388)	(2 456)
Dépréciations sur base collective	(193)	(183)
Sous-total	141 214	137 249
Location financement (investissement net)		
- Mobilier	5 609	5 570
- Immobilier	3 782	3 720
Créances dépréciées sur base individuelle	347	327
Dépréciations sur base individuelle	(140)	(127)
Sous-total	9 598	9 490
Total	150 812	146 739
Dont prêts participatifs	11	12
Dont prêts subordonnés	27	27

Opérations de location financement avec la clientèle

	Ouverture	Acquisition	Cession	Autres	Clôture
Valeur brute comptable	9 617	488	(382)	14	9 737
Dépréciations des loyers non recouvrables	(128)	(17)	15	(10)	(140)
Valeur nette comptable	9 489	471	(367)	4	9 597

NOTE 9 - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	30.06.2015		31.12.2014		Variation de juste valeur
	Actif	Passif	Actif	Passif	
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuille	582	(741)	659	(1 007)	(77)
					266

NOTE 10 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2015	31.12.2014
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	74	72
Créances rattachées	(0)	0
Total Brut	74	72
Dépréciations	(15)	(15)
Total Net	59	57

NOTE 10a - Variation des dépréciations

	Ouverture	Dotations	Reprises	Autres	Clôture
Prêts et créances Etablissements de crédit	(3)	0	3	0	(0)
Prêts et créances sur la clientèle	(2 766)	(289)	358	(24)	(2 721)
Titres disponibles à la vente	(95)	(0)	38	(0)	(57)
Titres détenus jusqu'à l'échéance	(15)	(0)	0	0	(15)
Total	(2 879)	(289)	399	(24)	(2 793)

GROUPE CIC

NOTE 10b - Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB

Les portefeuilles de trading et AFS ont été valorisés au prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

SYNTHESE	30.06.2015	31.12.2014
RMBS	2 354	2 012
CMBS	470	605
CLO	1 639	1 246
Autres ABS	1 498	1 242
RMBS couverts par des CDS	0	62
CLO couverts par des CDS	89	142
Autres ABS couverts par des CDS	0	
Lignes de liquidité des programmes ABCP	212	199
Total	6 262	5 508

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions RMBS, CMBS, CLO et autres ABS

30.06.2015	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	465	209	155	133	962
AFS	1 202	261	1 138	1 214	3 815
Loans	687		346	151	1 184
Total	2 354	470	1 639	1 498	5 961
France	11			411	422
Espagne	93			58	151
Royaume Uni	490			125	615
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	864	66	947	887	2 764
USA	880	404	472	17	1 773
Autres	16		220		236
Total	2 354	470	1 639	1 498	5 961
US Agencies	380				380
AAA	972	411	1 588	880	3 851
AA	294		6	344	644
A	103		19	192	314
BBB	63	59	4	65	191
BB	22		2	17	41
Inférieur ou égal à B	520		2		522
Non noté			18		18
Total	2 354	470	1 639	1 498	5 961
Origination 2005 et avant	255	157	3	1	416
Origination 2006-2008	943	306	310	51	1 610
Origination 2009-2011	420			58	478
Origination 2012-2015	736	7	1 326	1 388	3 457
Total	2 354	470	1 639	1 498	5 961

31.12.2014	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	413	386	152	151	1 102
AFS	887	219	726	942	2 774
Loans	712		368	149	1 229
Total	2 012	605	1 246	1 242	5 105
France	16			367	383
Espagne	72		13	38	123
Royaume Uni	211			144	355
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	837	59	692	678	2 266
USA	849	546	331	15	1 741
Autres	27		210		237
Total	2 012	605	1 246	1 242	5 105
US Agencies	346				346
AAA	779	532	1 125	874	3 310
AA	72		29	188	289
A	216	14	72	109	411
BBB	60	59	9	55	183
BB	30		3		33
Inférieur ou égal à B	509			16	525
Non noté			8		8
Total	2 012	605	1 246	1 242	5 105
Origination 2005 et avant	239	354	8	5	606
Origination 2006 - 2008	950	251	394	61	1 656
Origination 2009 - 2011	315			54	369
Origination 2012 - 2014	508		844	1 122	2 474
Total	2 012	605	1 246	1 242	5 105

GROUPE CIC

NOTE 11 - Impôts courants ou exigibles

	30.06.2015	31.12.2014
Actif	321	431
Passif	291	214

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

NOTE 12 - Impôts différés

	30.06.2015	31.12.2014
Actif (par résultat) (1)	345	358
Actif (par capitaux propres)	94	93
Passif (par résultat)	267	266
Passif (par capitaux propres)	3	9

(1) dont 47 millions d'euros concernant CIC New York au 30 juin 2015 contre 63 millions d'euros au 31 décembre 2014.

NOTE 13 - Compte de régularisation et actifs divers

	30.06.2015	31.12.2014
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	58	309
Comptes d'ajustement sur devises	2	7
Produits à recevoir	336	319
Comptes de régularisation divers	2 594	1 746
Sous-total	2 990	2 381
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	100	53
Dépôts de garantie versés	5 481	6 394
Débiteurs divers	2 959	2 567
Stocks et assimilés	7	7
Autres emplois divers	9	7
Sous-total	8 556	9 028
Total	11 546	11 409

Les comptes de régularisation ainsi que les comptes de débiteurs divers sont principalement composés de comptes de passage de systèmes de paiement interbancaires, notamment SIT.

Les comptes de charges à payer et de produits à recevoir concernent les charges de personnel et les frais généraux et ne concernent pas les prêts et les emprunts pour lesquels les intérêts courus non échus constituent des dettes et des créances rattachées.

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans l'actif net des entreprises mises en équivalence

		30.06.2015				31.12.2014			
		Quote-part détenue	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus	Quote-part détenue	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus
Groupe ACM (1)	Non coté	20,52%	1 586	69	50	20,52%	1 597	127	50
Banca Popolare di Milano (2)	Cotée							61	0
CMCIC Asset Management	Non coté	23,53%	13	1	1	23,53%	14	1	0
Total			1 599	70	51		1 611	189	50

(1) y compris l'écart d'acquisition de 54 millions d'euros.

(2) Banca Popolare di Milano a été cédée au cours du premier semestre 2014. Le résultat de 61 millions d'euros du 31 décembre 2014 comprenait :

- La quote part de résultat de BPM au titre du premier trimestre à hauteur de (7) millions d'euros, et
- Le résultat de cession, net de reprise de dépréciation, pour 68 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique	59	1	(2)	0	58
Amortissements et dépréciations	(22)	(1)	1	(0)	(22)
Montant net	37	0	0	0	36

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est comparable à leur valeur comptable.

GROUPE CIC

NOTE 16 - Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique					
Terrains d'exploitation	337	0	(0)	(9)	327
Constructions d'exploitation	2 543	25	(7)	(14)	2 547
Autres immobilisations corporelles	579	20	(15)	(6)	578
Total	3 459	45	(22)	(29)	3 453
Amortissements et dépréciations					
Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
Constructions d'exploitation	(1 576)	(51)	5	10	(1 612)
Autres immobilisations corporelles	(471)	(11)	11	7	(464)
Total	(2 047)	(62)	16	17	(2 076)
Montant net	1 412	(17)	(6)	(12)	1 377

NOTE 17 - Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises	394	14	(5)	(38)	365
- Logiciels	107	3	(4)	4	110
- Autres	287	11	(1)	(42)	255
Total	394	14	(5)	(38)	365
Amortissements et dépréciations					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises	(159)	(12)	5	30	(136)
- Logiciels	(76)	(8)	5	(3)	(82)
- Autres	(83)	(4)	0	33	(54)
Total	(159)	(12)	5	30	(136)
Montant net	235	2	(0)	(8)	229

NOTE 18 - Ecarts d'acquisition

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Ecarts d'acquisition brut	71	0	0	(35)	36
Dépréciations	(38)	0	0	38	0
Ecart d'acquisition net	33	0	0	3	36

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Banque Transatlantique	6				6
Banque Pasche	0			3	3
Transatlantique Gestion	6				6
CMCIC Investissement	21				21
Total	33	0	0	3	36

NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 19 - Banques centrales - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2015	31.12.2014
Banques centrales	0	59
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	1 236	2 475
Autres dettes (1)	55 265	55 225
Pensions	14 200	11 910
Dettes rattachées	112	123
Total	70 813	69 733

(1) Dont 48 788 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM au 30 juin 2015 et 48 730 millions d'euros au 31 décembre 2014

NOTE 20 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2015	31.12.2014
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 089	8 665
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	168	2 525
Total	7 257	11 190

NOTE 20a - Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2015	31.12.2014
Vente à découvert de titres		
- Effets publics	0	2
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 113	2 440
- Actions et autres titres à revenu variable	1 159	959
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments dérivés de transaction	4 622	5 075
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	195	189
- Dont dettes sur titres empruntés	195	189
Total	7 089	8 665

NOTE 20b - Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2015			31.12.2014		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
Titres émis	76	76	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Dettes interbancaires (1)	92	92	(0)	2 424	2 424	0
Dettes envers la clientèle (1)	0	0	0	101	101	0
Total	168	168	0	2 525	2 525	0

(1) La valeur comptable des dettes représentatives des titres donnés en pension est nulle au 30 juin 2015 contre 2 219 millions d'euros au 31 décembre 2014.
L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

NOTE 21 - Dettes envers la clientèle

	30.06.2015	31.12.2014
Comptes d'épargne à régime spécial		
- A vue	25 949	25 416
- A terme	9 732	8 779
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	247	1
Sous-total	35 928	34 196
Comptes à vue	56 245	49 794
Comptes et emprunts à terme	32 842	33 668
Pensions	2 204	3 825
Dettes rattachées	352	406
Sous-total	91 643	87 693
Total	127 571	121 889

NOTE 22 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2015	31.12.2014
Bons de caisse	190	207
TMI & TCN	17 766	15 374
Emprunts obligataires	2 776	2 617
Dettes rattachées	73	72
Total	20 805	18 270

NOTE 23 - Compte de régularisation et passifs divers

	30.06.2015	31.12.2014
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	79	95
Comptes d'ajustement sur devises	89	4
Charges à payer	670	573
Produits constatés d'avance	435	421
Comptes de régularisation divers	5 409	4 182
Sous-total	6 682	5 275
Autres passifs		
Comptes de règlement s/opérations sur titres	72	47
Versements restant à effectuer sur titres	77	77
Créditeurs divers	1 258	1 216
Sous-total	1 407	1 340
Total	8 089	6 615

Les commentaires sont présentés note 13.

NOTE 24 - Provisions

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques de contrepartie						
Sur engagements par signature	99	17	(2)	(23)	0	91
Provision pour risque sur créances diverses	8	1	(0)	(1)	(0)	8
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	0	(0)	0	0
Autres provisions pour risques de contrepartie (1)	96	1	0	(89)	(0)	8
Provisions pour risques hors risques de contrepartie						
Provisions pour charges de retraite	230	3	(2)	(0)	(9)	222
Provisions pour litiges	18	14	(1)	(14)	0	17
Provision pour épargne logement	29	19	0	(0)	0	48
Provision pour impôt	38	6	0	(1)	(0)	43
Provisions pour éventualités diverses	292	4	(5)	(13)	12	290
Autres provisions (2)	329	23	(0)	(3)	0	349
Total	1 139	88	(10)	(144)	3	1 076

(1) La reprise de dépréciation de 89 millions d'euros concernent les entités qui portaient des titres BPM et qui ont été "tuppées" durant le 1er semestre 2015 (cf. note 31).

(2) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 316 millions d'euros.

Note 24a - Engagements de retraite et avantages similaires

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations (1)	Clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	119	1	(0)	(8)	112
Compléments de retraite	42	2	(2)	0	42
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	37	0	0	0	37
Sous-total	198	3	(2)	(8)	191
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite					
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (2)	32	0	0	(1)	31
Sous-total	32	0	0	(1)	31
Total	230	3	(2)	(9)	222

(1) Les autres variations résultent de l'évolution du taux d'actualisation IBOXX à 2% au 30 juin 2015 contre 1.7% au 31 décembre 2014.

(2) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite sont relatives aux entités situées à l'étranger.

NOTE 25 - Dettes subordonnées

	30.06.2015	31.12.2014
Dettes subordonnées	14	97
Emprunts participatifs	153	153
Dettes subordonnées à durée indéterminée	107	107
Autres dettes	503	478
Dettes rattachées	4	9
Total	781	844

Dettes subordonnées représentant plus de 10% du total des dettes subordonnées au 30 juin 2015

Emetteurs	Date d'émission	Montant d'émission	Devise	Taux	Échéance	Possibilité de remboursement anticipé	Conditions d'un remboursement anticipé
TSR	30.09.03	350 M\$	USD	a	30.09.2015		
Emprunt participatif	28.05.85	137 M€	EUR	b	c		

a Taux Libor USD 6 mois + 55 points de base - Souscrit par la BFCM

b Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2

c Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures

NOTE 26a - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2015	31.12.2014
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
Ecart de conversion	150	82
Actifs disponibles à la vente :		
- Actions	60	95
- Obligations	(163)	(142)
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	(65)	(68)
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	(1)	(1)
Biens immobiliers (IAS 16)		
Quote part des gains ou pertes latents des sociétés mises en équivalence	198	231
Total	179	197
Gains ou pertes latents ou différés		
Part du groupe	179	197
Part des intérêts minoritaires	(0)	(0)
Total	179	197

* Soldes net d'impôt.

NOTE 26b - Informations complémentaires relatives aux variations des gains ou pertes latents ou différés

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2015	31.12.2014
Ecarts de conversion		
Reclassement vers le résultat		
Autres mouvements	69	60
Sous-total	69	60
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Reclassement vers le résultat	2	38
Autres mouvements	(59)	20
Sous-total	(57)	58
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	0	9
Sous-total	0	9
Réévaluation des immobilisations	0	0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	3	(24)
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence	(32)	106
Total	(17)	209

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2015			31.12.2014		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	69		69	60		60
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(70)	13	(57)	91	(33)	58
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	0	(0)	0	12	(3)	9
Réévaluations des immobilisations			0			0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	8	(5)	3	(38)	14	(24)
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équival	(32)		(32)	106		106
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(25)	8	(17)	231	(22)	209

NOTE 27 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2015	31.12.2014
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	351	506
Engagements en faveur de la clientèle	29 200	26 457
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 501	1 688
Engagements d'ordre de la clientèle	12 783	12 683
	30.06.2015	31.12.2014
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 149	6 148
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	32 129	30 837

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 28 - Intérêts et produits/charges assimilés

	30.06.2015		30.06.2014	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	250	(451)	268	(508)
Clientèle	3 387	(1 835)	3 459	(1 844)
- Dont location financement	1 359	(1 218)	1 341	(1 192)
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0		0	
Instruments dérivés de couverture	170	(628)	35	(124)
Actifs financiers disponibles à la vente	103		111	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1		1	
Dettes représentées par un titre		(111)		(93)
Dettes subordonnées		(2)		(9)
Total	3 911	(3 027)	3 874	(2 578)

NOTE 29 - Commissions

	30.06.2015		30.06.2014	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	(2)	2	(2)
Clientèle	437	(5)	407	(5)
Titres	268	(15)	241	(13)
Instruments dérivés	1	(4)	1	(3)
Change	13	(1)	8	(1)
Engagements de financement et de garantie	3	(7)	3	(6)
Prestations de services	475	(217)	454	(204)
Total	1 199	(251)	1 116	(234)

	30.06.2015	30.06.2014
Commissions sur actifs et passifs financiers qui ne sont pas en juste valeur par résultat (incluant les comptes à vue)	464	429
Commissions de gestion pour compte de tiers	244	204

NOTE 30 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2015	30.06.2014
Instruments de transaction	355	(23)
Instruments à la juste valeur sur option (1)	115	119
Inefficacité des couvertures	14	(10)
Résultat de change	21	16
Total des variations de juste valeur	505	102

(1) dont 111 millions d'euros provenant de l'activité de capital développement au 30 juin 2015 contre 105 millions d'euros au 30 juin 2014.

NOTE 30a - Inefficacité des couvertures

	30.06.2015	30.06.2014
Variation de juste valeur des éléments couverts	(435)	434
Variation de juste valeur des couvertures	449	(444)
Total de l'inefficacité des couvertures	14	(10)

NOTE 31 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2015				30.06.2014			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		142	0	142		13	0	13
Actions et autres titres à revenu variable	0	13	0	13	3	1	0	4
Titres immobilisés (1)	24	(78)	97	43	22	(5)	(2)	15
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	24	77	97	198	25	9	(2)	32

Suite aux TUP des entités qui portaient des titres BPM, il a été constaté durant le 1er semestre 2015, 98 millions d'euros de mali de confusion et 89 millions de reprises de provisions pour risques et charges (cf. note 24).

NOTE 32 - Produits/charges des autres activités

	30.06.2015	30.06.2014
Produits des autres activités		
Immeubles de placement	0	0
Charges refacturées	13	12
Autres produits	50	44
Sous-total	63	56
Charges des autres activités		
Immeubles de placement	(1)	(1)
Autres charges	(55)	(63)
Sous-total	(56)	(64)
Total	7	(8)

NOTE 33 - Charges générales d'exploitation

	30.06.2015	30.06.2014
Charges de personnel	(890)	(870)
Autres charges	(640)	(576)
Total	(1 530)	(1 446)

NOTE 33a - Charges de personnel

	30.06.2015	30.06.2014
Salaires et traitements	(532)	(525)
Charges sociales (1)	(227)	(225)
Intéressement et participation des salariés	(48)	(42)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	(83)	(78)
Autres	0	0
Total	(890)	(870)

(1) dont un produit de 11 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce montant correspond à 6% des salaires éligibles au dispositif au 30 juin 2015.

NOTE 33b - Effectifs moyens (en équivalent temps plein)

	30.06.2015	30.06.2014
Techniciens de la banque	10 746	10 964
Cadres	9 036	8 961
Total	19 782	19 925
Ventilation par pays		
France	18 256	18 416
Etranger	1 526	1 509
Total	19 782	19 925

NOTE 33c - Autres charges administratives

	30.06.2015	30.06.2014
Impôts et taxes	(142)	(97)
Services extérieurs	(509)	(489)
Refacturation de charges	12	10
Autres charges diverses	(1)	(0)
Total	(640)	(576)

L'évolution du poste "Impôts et taxes" résulte notamment de :

- l'application de l'interprétation d'IFRIC 21 pour 12 millions d'euros, et de
- la comptabilisation de 52 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique

NOTE 34 - Dotations/reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2015	30.06.2014
Amortissements :		
Immobilisations corporelles	(62)	(68)
Immobilisations incorporelles	(12)	(12)
Dépréciations :		
Immobilisations corporelles	1	0
Immobilisations incorporelles	(0)	(0)
Total	(73)	(80)

NOTE 35 - Coût du risque

	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total	30.06.2014
Etablissements de crédit	0	19	(2)	(0)	0	17	54
Clientèle							
- Location financement	(3)	2	(1)	(1)	1	(2)	(3)
- Autres clientèle	(266)	335	(150)	(19)	3	(97)	(124)
Sous-total	(269)	356	(153)	(20)	4	(82)	(73)
Actifs détenus jusqu'à maturité	0	0	0	0	0	0	2
Actifs disponibles à la vente	0	28	(27)	(12)	0	(11)	(12)
Autres dont engagements de financement et de garantie	(17)	26	(2)	(0)	0	7	4
Total	(286)	410	(182)	(32)	4	(86)	(79)

NOTE 36 - Gains ou pertes nets sur autres actifs

	30.06.2015	30.06.2014
Immobilisations corporelles & incorporelles		
Moins-values de cession	(2)	(1)
Plus-values de cession	3	1
PV/MV sur titres consolidés cédés	0	0
Total	1	0

NOTE 37 - Impôt sur les bénéfices

	30.06.2015	30.06.2014
Charges d'impôt exigible	(261)	(112)
Charges et produits d'impôt différé	(23)	(16)
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(0)	0
Total	(284)	(128)

Dont (239) millions d'euros au titres des sociétés situées en France et (45) millions d'euros pour les sociétés hors France.

NOTE 38 - Résultat par action

	30.06.2015	30.06.2014
Résultat net part du Groupe	612	691
Nombre d'actions à l'ouverture	37 797 752	37 797 752
Nombre d'actions à la clôture	37 797 752	37 797 752
Nombre moyen pondéré d'actions	37 797 752	37 797 752
Résultat de base par action en euros	16,19	18,27
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action en euros	16,19	18,27

Le capital social du CIC est de 608.439.888 euros, divisé en 38.027.493 actions de 16 euros de nominal, dont 229.741 titres auto-détenus.

NOTE 39 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2015		31.12.2014	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
Actif				
Prêts, avances et titres				
- Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	8 761	0	16 222
- Prêts et créances sur la clientèle	101	30	119	23
- Titres	0	50	0	0
Actifs divers	0	149	6	45
Total	101	8 990	125	16 290
Passif				
Dépôts				
- Dettes envers les établissements de crédit	0	49 180	0	50 251
- Dettes envers la clientèle	275	101	271	74
Dettes représentées par un titre	738	122	529	0
Dettes subordonnées	0	665	0	645
Passifs divers	4	584	0	19
Total	1 017	50 652	800	50 989
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement donnés	0	0	0	5
Engagements de garantie donnés	0	36	0	38
Engagements de financement reçus	0	5 950	0	5 950
Engagements de garantie reçus	0	2 984	0	2 632

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2015		30.06.2014	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
Intérêts reçus	0	176	0	89
Intérêts versés	(4)	(227)	(3)	(273)
Commissions reçues	207	3	196	9
Commissions versées	0	(62)	0	(57)
Autres produits et charges	52	(3)	51	91
Frais généraux	(29)	(186)	(28)	(172)
Total	226	(299)	216	(314)

L'entreprise mère est constituée de la BFCM, actionnaire majoritaire du CIC, de la caisse fédérale de crédit mutuel (CFCM), entité contrôlant la BFCM et de toutes leurs filiales.

Les relations avec l'entreprise mère sont principalement composées de prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie, la BFCM étant l'organisme de refinancement du groupe et des prestations informatiques facturées avec les entités Euro-Information.

Les entreprises consolidées par la méthode de mise en équivalence sont CM-CIC Asset Management et le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Crédit Industriel et Commercial

CIC

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de €2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Crédit Industriel et Commercial CIC

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du CIC, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

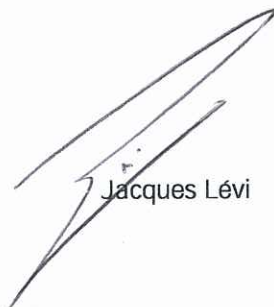
Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

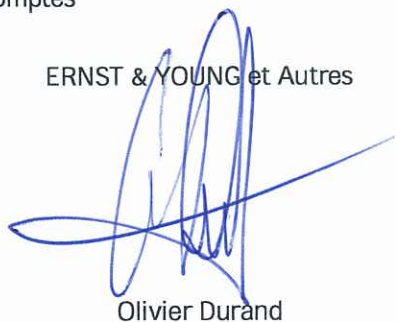


Agnès Hussherr



Jacques Lévi

ERNST & YOUNG et Autres



Olivier Durand

7- Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Sur le site cic.fr, rubrique « actionnaires et investisseurs »

Sur le site de l'AMF.

Responsables de l'information

Hervé Bressan – directeur financier

Téléphone : 01 53 48 70 21

herve.bressan@cic.fr

Frédéric Monot – responsable de la communication

Téléphone : 01 44 01 11 97

frederic.monot@cic.fr